

POUR UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE À GAUCHE

LES ATELIERS FORUM DU PROJET



Education, formation et recherche

Bernard Calabuig, responsable des questions de l'école au PCF

Julia Hamloui, responsable de la JC

Michelle Lauton, secrétaire générale adjointe du SNESup

Martine Pérez, conseillère régionale PCF

Bertrand Monthubert, pour le Parti Socialiste

Mario Mendès, République et socialisme

Bruno Chaudret, directeur de laboratoire de recherche

Marc Neveu, secrétaire national du SNESup, chargé de la recherche

Stéphane Tassel, secrétaire général du SNESup

Daniel Steinmetz, secrétaire général du SNTRS

Pierre Lacaze, secrétaire départemental PCF de Haute-Garonne

Olivier Gebuhrer, responsable enseignement supérieur et recherche au PCF

Table ronde : « La transmission des savoirs ! »

L'extrême gravité de la situation.

Je ne vous apprendrai rien en disant que se développe une offensive sans précédent des forces libérales contre les grandes conquêtes du mouvement populaire au XXe siècle, emploi, retraite, santé... C'est dans ce contexte que le gouvernement entend imposer, sur le plan éducatif, un nouvel aspect de sa politique et entend transposer de manière forte à l'école les principes d'organisation et de fonctionnement du libéralisme.

L'objectif faire de l'employabilité

Cela passe par le rapprochement de tous les systèmes éducatifs européens autour d'un modèle scolaire directement inspiré des valeurs de l'idéologie libérale. Il faut faire de l'éducation une marchandise privée, individuelle, dans une conception réductrice de l'individu docile, au service de l'économie de marché. Il faut assigner comme objectif central à l'éducation nationale de satisfaire au moindre coût les exigences « d'employabilité » et de flexibilité des entreprises. Cet objectif suppose de considérer comme inéluctables les inégalités sociales dans l'accès au savoir.

En conformité avec le sommet de Lisbonne

Cette conception répond aux objectifs fixés par l'accord de Lisbonne 2000 de « construire une Europe de la l'éducation et de la formation » « L'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » .

Un choix de société

Aujourd'hui l'école est bien un des enjeux majeurs de l'affrontement entre les forces du capitalisme et les forces de progrès. Il s'agit d'abord d'un choix de société. Alors que nous vivons dans tous les domaines un formidable essor des capacités humaines, que la plupart des activités sociales exigent une formation et une qualification accrues, une formation professionnelle repensée, continue. Se profile le risque de savoir si un grand nombre de nos concitoyens vont être oui ou non dépossédés des immenses potentialités matérielles et intellectuelles qu'accumule la société. L'école est de ce point de vue un enjeu de société. L'offensive libérale est massive, elle a pour objectif le démantèlement du service public de l'Education, elle porte sur la finalité même de l'école. Il s'agit, au nom de la liberté, d'antiétatisme, de décentralisation, de casser le système éducatif, de l'émietter, de dénaturer ses fondements, afin d'appliquer les recettes libérales à l'instruction et à la formation de la jeunesse.

L'impérieuse nécessité d'une alternative

Les luttes qui se développent depuis plusieurs années à travers le pays sont confrontées à l'absence de débouché politique, elles nous interpellent sur l'impérieuse nécessité d'une véritable alternative aux politiques libérales. Il apparaît donc urgent que les citoyens, les associations, organisations syndicales, partis politiques se rencontrent pour ébaucher les contenus d'une véritable alternative politique. C'est d'autant plus indispensable qu'aucun projet alternatif à la politique régressive de Sarkozy n'est proposé à l'ensemble des Français.

La crise globale du système éducatif

Je n'omettrai pas de dire que le système éducatif souffre d'une crise globale, le début de démocratisation issue du compromis entre les exigences de la demande sociale et les classes possédantes sous l'impulsion du plan Langevin-Wallon, est aujourd'hui grippée, 15% des jeunes sortent de l'école chaque année sans qualification, tout le monde va à l'école mais les enfants des couches populaires n'en sortent pas de la même façon que les autres. La droite s'est appuyée sur ces difficultés, elle a alimenté le discours fataliste pour imposer ses réformes comme les seules possibles. Mais je constate aussi qu'une partie de la gauche a fait la preuve de son incapacité ses dernières années à engager une véritable réflexion sur les causes de l'échec scolaire. Elle a décidé de s'adapter au système, elle a fait le choix de mieux gérer les inégalités par la multiplication de dispositifs de compensation de soutien.

Les lignes structurantes du projet de N. Sarkozy pour l'école

Permettez-moi en quelques mots d'analyse de pointer ce qu'il me semble se tramer. On peut lire beaucoup de chose dans des discours de N. Sarkozy que aussi bien le mouvement syndical que la gauche de transformation ont peut-être un peu trop considéré comme des outils de propagande, la lettre aux éducateurs 2007 est une feuille de route qui donne le ton de l'individualisation sur le ton on aide ceux qui travaillent les autres sont responsables de leurs échecs. Le discours de Saumur juin 2008 est un pacte entre l'Education Nationale et le MEDEF. J'ai parlé tout à l'heure de l'économie de la connaissance « la plus compétitive du monde » c'est une logique de guerre économique. C'est pour le patronat la mise sous tutelle des productions de savoirs dans une logique de profit. Pour y parvenir il faut développer une école qui finalement doit avoir une triple fonction : utilitariste ce qui suppose la transmission d'un savoir minimal dans des écoles différenciées. « L'assouplissement de la carte scolaire va conduire inéluctablement à des écoles de pauvres, qui seront pensées comme des lieux de pacification pour des jeunes déjà fortement stigmatisés de par leurs origines sociales. Une école qui réduit ses missions : elle doit former de l'employabilité dans la perspective exclusive d'une main-d'œuvre adaptable et flexible. Oui plus de jeunes dans l'Enseignement Supérieur mais pour des études courtes. Il s'agit de ne pas former plus que ce que l'économie a besoin. Cette école doit-être idéologique, elle doit avoir pour fonction d'être normative, un lieu de pacification sociale pour les milieux les plus défavorisés. Elle doit pour tous véhiculer, soumission à l'autorité, division du travail et mise en concurrence des personnes. Elle doit former à l'individualisation. La formation n'est plus une ambition de société, mais une ambition personnelle. La loi doit laisser place au contrat les diplômés qui deviendront de plus en plus des certificats de valeur professionnelle déconnectés de toutes références aux conventions collectives et aux grilles de salaires. Tout cela dans une école éclatée, avec le renforcement du tri social, les établissements réservés à l'élite pour quelques uns, relevant souvent de l'enseignement privé, les autres trouvant leurs places comme ils le peuvent dans une école publique peau de chagrin. Et puis les plus démunis, eux, exclus de tout, parce que hors norme, il conviendra de les repérer rapidement, le plus tôt possible et on demandera aux collectivités locales de prendre le relais dans une stratégie de traitement social grâce à des dispositifs imaginés à cet effet.

Il faut fonder une pensée et un projet de gauche pour l'école ?

La lutte résolue contre les inégalités dans et hors l'école, car il est impossible de dissocier l'état de l'école de l'état de la société. Il n'y aura pas d'école de l'égalité de la justice et de la réussite pour tous avec 1,5 million d'enfants qui vivent dans des familles en dessous du seuil de pauvreté. L'école ne résorbera pas à elle seule les inégalités sociales. Par quelques bouts qu'on la prenne la question scolaire est bien une question politique à la racine de laquelle est posée celle des inégalités sociales, qui interrogent toute la société.

La notion d'égalité des chances

Je réfute le concept d'égalité des chances qui est aujourd'hui entré dans le langage courant à droite et dans une partie de la gauche moins normal, il s'agit d'une notion ambiguë, fuyante, trompeuse.

Dès les années 80, le libéralisme conteste l'égalité et y substitue cette formule « d'égalité des chances » C'est le principe de la loterie la « chance » Les élèves tous sur la même ligne de départ effectuent une course, l'Etat garantissant une compétition équitable. Le mérite « individuel fera le reste ». La supposé égalité des chances de départ permet au bout du compte de justifier les inégalités de résultats, bien réelles, à l'école comme dans la société.

C'est au nom de cette notion que l'on prône la réussite individuelle de quelques uns- qui pourront quitter leur établissement ghetto pour intégrer les « bons lycées, ou les bon bacheliers de ces mêmes établissements qui pourront rentrer à science po- justifie l'existence des laissés pour compte et la persistance des inégalités. J'oppose pour ma part à la notion d'égalité des chances, celle d'égalité des droits et de réussite pour tous.

Quelques axes de propositions pour une transformation progressiste de l'école.

Nous proposons la mise en place d'un fond national de lutte contre les inégalités à l'école qui articulerait tout à la fois un volet social, éducatif, démocratique et territorial.

La constituions d'observatoire des scolarités qui pourraient être mise en place au niveau des départements et des régions, voire au niveau local, fonctionnant en termes de partenariat d'initiative populaire et comme outil de suivi régulier des évolutions scolaire.

Transformer l'école c'est aussi penser aux personnels et à leur formation, Car aucun changement, aucune amélioration ne peut être envisagés sans que les personnels de l'Education Nationale ne soient fortement impliqués dans les objectifs et la mise en œuvre.

Une mission repensée C'est aussi dans cet esprit que nous nous prononçons pour une obligation scolaire de 3 à 18 ans avec la possibilité pour les familles qui le souhaitent la scolarisation des deux ans. Dans une école qui favorise le plus haut niveau de formation scolaire commune. Dans une école qui fonde sa mission de service public autour de quatre piliers indissociables.

- Transmettre les savoirs, les méthodes et les compétences constitutives d'une culture scolaire que nous voulons de haut niveau.
- Développer toutes les capacités des jeunes : leur donner les clés que l'école peut donner pour comprendre le monde et le transformer.
- Former le futur travailleur, le préparer à son insertion professionnelle.
- Eduquer le citoyen, le rendre apte à participer à la vie de la cité, à choisir, à décider.

Quelques mots sur une déclinaison possible dans les régions

Réduire les inégalités territoriales Réduire les inégalités c'est garantir l'accès à un même enseignement à tous les enfants qui habitent sur le territoire national ce qui suppose de réduire les inégalités territoriales. Parce que l'enseignement primaire a toujours fortement impliqué les communes, alors que le second degré implique aujourd'hui département et régions, parce que les histoires locales ont influé fortement sur les cartes de formation.

Il est grand temps d'essayer de repenser comment reconstruire un service public d'éducation nationale cohérent, qui donne à tous les enfants à tous les jeunes, quel que soit leur lieux de résidence et le niveau d'étude, les mêmes possibilités réelles d'accès à la connaissance et à la formation.

La région a des compétences importantes partagées avec l'Etat en ce qui concerne le service public d'éducation nationale pour ce qui concerne les enseignements du second degré. La

région est propriétaire du patrimoine immobilier des lycées, responsable de la gestion et de la rémunération des personnels ATOS. Le projet de transfert d'autres personnel éducatifs aux collectivités territoriales, mis en échec en 2004, n'est toujours pas abandonné (Conseillers d'Orientation, bibliothécaires- documentalistes, infirmières scolaire, assistantes sociales.) Les régions vont-elles dirent non à une nouvelle étape de la décentralisation. La réforme des lycées va probablement être articulée avec une probable nouvelle phase de décentralisation, la nouvelle carte des formations va s'inscrire dans le paysage de la réforme institutionnelle, avec un patronat qui va vouloir dénationaliser les formations. Cette décentralisation est aussi un outil pour filer aux régions d'autres compétences que le bâti. Des régions dirigées par le PS ont déjà fait comprendre qu'elles étaient prêtes à assumer au-delà du bâti.

L'apprentissage

La région a de grande compétence en ce qui concerne la formation professionnelle, initiale et continue. Les régions ont consacré 22% de leurs dépenses à l'enseignement. Les régions ont aussi en charge l'apprentissage.

La France a un système dual de formation professionnelle initiale, avec des lycées professionnels d'un coté, l'apprentissage de l'autre, lui-même divisé entre apprentissage scolarisé et apprentissage salarié.

Sous l'impulsion du MEDEF et des gouvernements qui ce sont succédé depuis une vingtaine d'années on assiste à un effort financier considérable de la part des collectivités territoriales pour développer cette voie de formation et cela au détriment des lycées professionnels.

Nous proposons une revalorisation des lycées professionnels, la création d'observatoires régionaux de l'emploi et des qualifications qui travaillerait en synergie avec les observatoires des scararités.

L'enseignement supérieur

Le financement dans l'Enseignement supérieur : il s'agissait, avant la loi LRU, des programmes de construction universitaires dans des limites liées aux activités éducatives, hors enseignement proprement dit (construction de locaux spécialisés, bibliothèques, logements étudiants...) Avec l'autonomie élargie que confère la loi LRU aux universités, il n'y a plus de limites, chaque université étant habilitée à rechercher des financements avec les partenaires et sponsor de son choix. En clair une politique régionale qui resterait dans les clous des missions dont l'Etat se décharge progressivement, se contentant d'une bonne gestion irait dans le sens de l'adaptation aux politiques libérales. Les régions vont-elle être utilisées comme tribune pour interpeller ainsi l'Etat sur sa politique scolaire ou vont-elle accompagner les politiques de remodelage du système éducatif. ?

Chacun sait l'importance des prochaines élections régionales. Il faudra battre la droite et contredire son désir de reconquête, il faudra promouvoir de nouvelles politiques régionales, en rupture avec les logiques de gestion des seuls effets de la crise. Pour cela il faut énoncer dès à présent, en positif, quelles sont les conditions nécessaires pour y parvenir. Cela se décline en termes de contenu et aussi en termes de moyens politiques. Je pense qu'il n'y a pas d'avenir pour la gauche si elle confond esprit de responsabilité et soumission aux règles du libéralisme. Je pense que les élections régionales dans la constitution des listes doivent porter cette volonté politique. Parce que les régions ont besoins de voir se dessiner des ruptures franches dans la manière de gérer et de transformer. Parce que le débat adaptation ou ruptures avec les logiques libérales n'est pas un débat tranché dans la gauche, il est nécessaire de favoriser l'expression populaire et particulièrement dans le moment électoral. Ouvrir le chantier de la transformation progressiste de l'école est certes une grande ambition c'est répondre à un enjeu de société et aussi faire le pari de la confiance dans la jeunesse et cela la gauche qui a fait le choix de ne pas renoncer se doit de le faire.

Table ronde : « La transmission des savoirs ! »

Le Président a aujourd'hui repris nos mots, nos ambitions, nous parle de révolution, de droit à l'erreur, exige la justice et ose, plein de cynisme, remettre en cause les privilèges de naissance...

Mais Nicolas Sarkozy n'est pas le premier président à comprendre les lycéens, il est celui qui agite la cagnotte de la main gauche pour faire passer la matraque par la main droite !

Sarkozy feint de découvrir l'importance de la culture et de l'engagement dans notre société. Cependant la culture que Sarkozy fait chère à son cœur est une culture de l'élite qu'on institutionnalise comme seule culture existante dans une France pleines de richesses niées.

L'engagement que Sarkozy fait cher à son cœur est un engagement sans vagues sans bouleversements mais surtout rentable, et loin des mouvements lycéens qu'il a tant réprimé l'année dernière.

Ainsi Sarkozy fait la « révolution », mais une « révolution » d'apparence.

L'air de rien Sarkozy réaffirme l'autonomie des lycées avec les 2 heures individualisées de soutien, d'approfondissement, ou d'orientation selon le niveau des élèves ; l'individualisation des parcours avec le livret de compétence de Hirsch qui crée une concurrence perpétuelle des élèves, et l'ancrage de liens avec l'enseignement supérieur déjà sous le règne de la concurrence !

Les courbettes de Nicolas Sarkozy envers « l'élite de la nation » sont un jeu de dupe. Nous n'oublions pas que François Fillon nous promettait, il y a une semaine de cela, des « équipes mobiles de sécurité » pour intervenir dans nos bahuts.

Au-delà de la critique, nous nous attachons à avancer sur des propositions concrètes pour construire les formations émancipatrices de demain et changer la vie des jeunes concrètement dès maintenant.

Il nous semble que notre action envers l'éducation doit s'axer autour de quatre piliers.

Premièrement, le Droit à la citoyenneté

Pour que les lieux de formations soient des endroits d'émancipation, pour que les jeunes construisent leurs idées tout en exerçant leurs droits citoyens. Pouvoir s'exprimer, exprimer son opinion, afficher, débattre... Ouvrons les établissements sur le monde en y faisant entrer de nouveaux débats.

Trop souvent, l'intervention des lycéens, étudiants et apprentis dans l'espace dans lequel ils évoluent est négligé. Pourtant, ils en sont les premiers usagers et à ce titre doivent pouvoir gagner de nouveaux droits et pouvoirs dans la vie et la gestion de leurs formations, de leurs établissements, pour demain et aujourd'hui les appliquer dans la société.

Ainsi, les régions pourraient éditer des fascicules en début d'année à destination de chaque élève informant les lycéens, étudiants et apprentis sur leurs droits. Les régions pourraient faire pression pour le respect et la promotion de ces droits par l'administration. (Notamment le droit d'organiser des débats, de se syndiquer et le droit de manifester).

Les régions pourraient organiser des formations des délégués de classe, des élus... ainsi que donner des moyens aux foyers des élèves existant et inciter à leur création là où il n'y en a pas.

Deuxièmement, le Droit à un parcours de vie choisi

Pour que l'école aide chacun à définir et à construire son parcours de vie, pour définir une école qui a pour objectif de répondre aux besoins de chacun. Déconstruisons les pratiques et les idées reçues sur la hiérarchisation des filières, sur la finalité de l'école... pour une école des réussites

Nous sommes attachés à un vrai service public de l'orientation à l'intérieur de l'éducation nationale. Un seul conseiller d'orientation pour 1500 élèves, c'est une honte. Nous voulons un suivi personnalisé des élèves, avec des conseillers d'orientations à l'intérieur des établissements qui aient le temps d'aider les élèves à construire leur parcours en lien avec leurs aspirations et leurs ambitions.

Oui, nous sommes pour « le droit à l'erreur », pas celui qui va servir à évacuer les jeunes en difficulté de certaines filières, mais pour celui qui donne le droit de se planter, de recommencer, de changer d'avis et d'aller jusqu'au bout de ses projets.

Troisièmement, le Droit à une formation de qualité

Marre des filières poubelles, ou des formations sans déboucher en termes de poursuites d'études. Nous refusons la logique qui pousse nos formations à uniquement s'adapter à des savoirs faire ultra spécifiques, à un métier ou à un bassin d'emploi. Nous refusons d'accumuler des compétences qui demain nous mettrons en concurrence sur le marché du travail.

Il est urgent de développer la palette des formations dans les établissements et d'en construire d'autres, pour être moins nombreux par classe, pour que chacun puisse étudier dans la filière de son choix, et pour limiter le temps d'accès à son établissement.

En outre, nous voulons un socle commun d'ambition pour toutes les filières. Développer des matières comme l'ECJS, l'histoire, les lettres... qui permettent à tous de développer l'esprit critique et qui sont une base à l'émancipation des jeunes.

Si, sur cette question, il revient principalement à l'Etat d'agir en ce sens, les régions peuvent avoir un rôle important, en termes d'accès à la culture dans et à l'extérieur des établissements, à travers le théâtre, la musique, le cinéma... Quatrièmement, le Droit à être formé dans de bonnes conditions

Puisqu'on ne naît pas cancre ou bon élève les inégalités sociales, territoriales sont déterminantes dans les différences de réussite scolaire. Nous exigeons de bonnes conditions d'apprentissage, avec plus de moyens.

L'Etat doit augmenter les bourses sur critères sociaux, augmenter le budget de l'éducation nationale, puis mettre en place une allocation d'études universelle mais adapté à la situation de chacun. Il faut stopper immédiatement les suppressions de postes, et embaucher massivement des professeurs fonctionnaires de l'éducation nationale, sorti des logiques de rentabilités.

Nous voulons la gratuité totale de l'école, notamment dans les filières professionnelles. L'Etat, ou le cas échéant, la région, doit rembourser les fournitures scolaires, prioritairement pour les apprentis, les lycéens pro dont la formation nécessite de se fournir un matériel coûteux.

Enfin, la gratuité des transports pourrait permettre aux lycéens, étudiants et apprentis d'accéder plus facilement à la culture, mais aussi à leur centre d'études en attendant un meilleur maillage des formations sur le territoire.

Table ronde : « La transmission des savoirs ! »

Je veux dire ici que l'objectif de démocratiser l'accès et de faire réussir les élèves à l'école, au collège et au lycée, le SNESUP le fait sien à l'université pour les étudiants. L'élévation de la qualification de tous est un enjeu considérable pour l'enseignement supérieur public à la fois pour l'accès à l'emploi qualifié, mais aussi pour assurer un rôle de citoyen. Le SNESUP partage l'objectif d'atteindre 50% de diplômés au niveau Licence. Aujourd'hui, ce sont les cursus des IUT qui sont menacés, alors qu'ils assurent le plus la réussite des étudiants, qu'ils accueillent le plus de jeunes issus des milieux défavorisés et qu'ils leur permettent de poursuivre des études par étapes. En rompant avec le fléchage des moyens humains et financiers en propre aux IUT, le gouvernement met en cause leur existence et le rôle d'ascenseur social qu'ils jouent. En outre, il pousse les universités à proposer des licences dont le contenu en première année en ferait une sorte de super-baccalauréat, obligeant les étudiants à suivre beaucoup de matières, au lieu de proposer un choix plus ciblé correspondant à la mention et au parcours choisi par l'étudiant.

On ne peut songer à « faire réussir plus d'élèves » sans penser au recrutement et à la formation des enseignants. Cela a été un des points centraux de la lutte de la communauté universitaire de l'hiver et du printemps derniers. C'est encore une bataille à ce jour, malgré la publication des nouveaux décrets concernant la formation et le recrutement des enseignants-chercheurs, dont le SNESUP demande le retrait. Des groupes de travail du Ministère de l'Education Nationale vont rendre leurs conclusions sur la formation des enseignants dans quelques jours. Si le SNESUP se fixe pour objectif l'élévation de la qualification des enseignants et sa reconnaissance par un Master, il considère qu'il faut une tout autre réforme de la formation des enseignants pour satisfaire cet objectif. Nous sommes porteurs de propositions. Tout d'abord, selon nous, un cadrage national est nécessaire, portant à la fois sur les contenus de formation et sur les structures que doivent être les IUFM rénovés. A ce sujet, la question de la place des concours est centrale : elle conditionne l'existence d'un vrai Master dont les enseignements semestriels ne soient pas coupés par des épreuves. Elle est aussi liée à la question de la sélection à l'entrée en Master, à laquelle le SNESUP s'oppose – tout comme à celle entre les deux années de Master –, l'étudiant qui a réussi sa licence devant pouvoir continuer jusqu'à la fin de son Master s'il réussit ses examens. Par ailleurs, pour que les étudiants de toutes origines puissent continuer à devenir enseignants avec cet allongement des études, il faut mettre en place des aides et des pré-recrutements.

Voilà les quelques points que je voulais soulever dans ce résumé de mon intervention.

Table ronde : « La transmission des savoirs ! »

Je centrerai mon propos sur la question des lycées, domaine dans lequel l'État et les régions sont partenaires. Les élections régionales de 2010 auront lieu à un moment décisif des réformes.

La réforme du baccalauréat et plus généralement de la formation au lycée qui se prépare depuis deux ans, n'est autre que l'entrée des dogmes libéraux dans l'enseignement et la formation professionnelle.

Durant la dernière mandature, nous avons en tant qu'élus régionaux, agi pour offrir de meilleures conditions d'études aux élèves, c'est ainsi que nous avons créé et modernisé de nombreux lycées. Nous n'avons pas à rougir de notre bilan.

Mais, ne nous le cachons pas, nous entrons dans une situation nouvelle.

La France de 2010, ne sera pas celle de 2004. Les mesures que l'on nous présente, année après année, comme techniques ne le sont pas : une refonte générale des filières, des diplômes et de la carte des formations est à l'œuvre. Cette refonte va probablement s'articuler autour d'une nouvelle phase de décentralisation : carte des formations inscrite dans un paysage dessiné par la réforme des collectivités, filières qui servent la « rentabilité » des entreprises en produisant 50% d'une génération à bac+3 et les autres au niveau bac pro ou rien. Allons-nous, dans ce contexte, continuer de construire de beaux bâtiments en fermant les yeux sur les objectifs de « compétitivité » qui leur sont assignés par l'État ? Serons-nous les artisans aveugles de nouveaux ateliers pour de nouvelles filières encore plus sous la coupe des choix patronaux ? Personnellement, je ne le souhaite pas.

Etre de gauche aujourd'hui, c'est affirmer que l'objectif d'une politique visant à la réussite de toutes et tous, suppose **la mise en place d'un grand service national de l'éducation et de la formation unifié véritablement gratuit et bien sûr laïque**. Engageons nos régions dans une riposte sans précédent permettant d'ouvrir des horizons de progrès pour les jeunes et les salariés en formation. Réaliser cela impose de refuser la mise en concurrence des territoires, la décentralisation des personnels, comme celle de l'orientation, et de la conception de celle-ci comme simple adaptation aux flux des demandes patronales.

Interpellons fortement l'État sur ses responsabilités envers le service public national. Travaillons à une carte des formations **permettant l'égalité d'accès aux filières quelles que soient les composantes sociales des populations sur les territoires**.

Développons les éléments de la réforme alternative qui relève de l'État :

1. Toutes les formations doivent avoir un programme national reconnu comme qualification commune aux titulaires de ce diplôme.
2. Les filières et les contenus doivent être repensés, à partir d'une volonté politique, développer le savoir émancipateur, celui qui forme le citoyen, qui contribue à son épanouissement, qui développe l'esprit critique. C'est en ce sens, que les 3 lycées (général, technique, professionnel), outils les plus efficaces de démocratie, doivent être repensés et réformés.
3. La formation initiale et continue des enseignants doit être adaptée pour satisfaire aux nécessaires changements pédagogiques et non liquidée comme le veut la droite.

Un mot de la formation professionnelle pour finir. Le gouvernement veut actuellement vider les lycées professionnels au profit d'un apprentissage moins coûteux en personnels et plus directement au service d'intérêts privés. Nous devons ouvrir un débat national, et le relayer en région, sur la formation professionnelle initiale et continue.

Dans ce débat, on ne peut pas éviter la question de l'apprentissage, c'est à dire d'une organisation des CFA et d'un statut des apprentis qui répondent aux besoins sociaux. On ne peut pas passer à côté de la question de l'AFPA, c'est à dire d'un réel service public de la formation pour adultes, en phase avec les nouvelles évolutions de l'emploi et du travail.

L'enseignement professionnel doit être revalorisé comme une réelle voie de réussite. Cela implique **la création d'un service national de l'orientation scolaire** qui oriente vers le professionnel autrement que « par défaut », et indépendant de la volonté des patrons de limiter les formations à leurs exigences à court terme.

En conclusion, je dirais que de la maternelle à l'université, en passant par le lycée et la formation professionnelle, nous devons engager une grande réforme progressiste, laïque, démocratique, qui sera en adéquation avec nos efforts pour créer et rénover les bâtis. Ce qui, pour la formation professionnelle, nous le savons, fait débat et mérite d'être approfondi.

Table ronde : « La transmission des savoirs ! »

Notre démarche

L'année dernière a été marquée par un mouvement d'une ampleur et d'une durée exceptionnelles. Pour les partis politiques, il était nécessaire de soutenir ces mouvements, ce que les partis de gauche ont fait, mais au-delà il fallait offrir un débouché politique. En effet les personnes mobilisées rejetaient violemment les réformes du gouvernement, mais souhaitaient aussi des évolutions.

Dès le début du mouvement, avec le PCF et les Verts, nous avons choisi de lancer un travail commun pour offrir ce débouché.

Il n'y a pas de solution immédiate et « clés en mains » mais nous nous engageons dans un débat responsable, en partenariat et en échange avec les organisations représentées ici.

C'est pourquoi notre travail d'élaboration s'inscrit dans le long terme.

De mars à juin 2009, nous avons auditionné les acteurs importants du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les vidéos des auditions sont publiées sur Internet : <http://www.mediapart.fr/club/edition/consultation-ps-pc-verts-sur-l-enseignement-superieur-et-la-recherche>,

Ces premières consultations montrent des convergences intéressantes entre les principaux acteurs du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur et des principales formations de la gauche.

A partir des conclusions de ces rencontres, nous entendons impulser un nouveau débat.

Cette démarche sera d'abord ouverte aux militants de nos différents partis et au grand public. Elle sera animée principalement via Internet, via l'ouverture d'un site dédié.

Avec Olivier Gebuhrer et Laurent Audouin, nous proposons à nos partis d'essayer d'élaborer un texte commun que nous soumettrons à la communauté scientifique et universitaire, afin de solliciter son avis et de recueillir ses objections, et améliorer notre projet.

Budget 2010

Il s'agit d'une politique de mensonge et d'un budget où Valérie Pécresse trafique les chiffres. Elle donne des quantités considérables aux entreprises par le biais du Crédit d'Impôt recherche, sans que les résultats ne soient évalués. Elle refuse de créer les emplois scientifiques dont nous avons besoin, décourageant ainsi les jeunes de s'engager dans la recherche. Pourtant, une autre politique est possible avec le même budget, mais en changeant radicalement les choix d'affectation budgétaire. Rien qu'avec la moitié de la hausse du Crédit d'Impôt recherche, on pourrait créer 5000 emplois scientifiques, et ainsi permettre aux universitaires de faire plus de recherche, et améliorer l'encadrement pédagogique, entre autres.

Table ronde : « La transmission des savoirs ! »

Je représente République et Socialiste, jeune mouvement qui est né pendant la campagne des élections européennes, majoritairement composé d'anciens adhérents et sympathisants du MRC, qui n'ont pas accepté la consigne du vote blanc ou nul, et qui ont rejoint le Front de Gauche.

Contrairement aux précédents intervenants, je ne suis pas issue de l'enseignement ni de la fonction publique, je viens de la banque et de la finance (il y a aussi des banquiers de gauche). J'ai donc comme beaucoup recherché mes informations pour préparer cet atelier à l'aide des fameuses techniques d'informations et de communication, bien que je ne sois pas convaincu que ces TIC facilitent vraiment l'accès au plus grand nombre je reconnais leurs utilités.

Bientôt l'expression « passe ton bac d'abord » cédera la place à « tu as toute la vie pour te former »

Ce processus veut mettre en place progressivement des notions complexes de construction d'un parcours individuel de formation et de maintien des compétences.

Chaque étape, tranche de vie, correspondra à un module de savoir à valider !

Cette formation en continue ne se résumera pas à la seule vie professionnelle, mais également à la culture générale, essentielle selon « eux » à **l'adaptation de l'individu tout au long de sa vie**...Et ces modules de formation intègrent bien sûr l'école et l'université, afin je cite « de préparer dès la formation initiale l'individu aux exigences nouvelles de la vie professionnelle ».

Il s'agit d'Imposer une coopération plus systématique entre l'entreprise et le système éducatif.

Mais aussi de faire disparaître les diplôme généralistes, L'Europe imposant une nouvelle approche en terme de définitions de compétences et de leur validation. La capitalisation et la modulation sont au cœur de ce processus.

Car ce n'est pas d'aujourd'hui que cette réforme est en marche, c'est au niveau de l'Union européenne, lors du conseil européen de Lisbonne de mars 2002, point de lancement de la stratégie du même nom « les comportements clés de l'U.E. », que les représentants des États ont déclaré qu'il convient « *d'adopter un cadre européen définissant les nouvelles compétences de base dont l'éducation et la formation tout au long de la vie doivent permettre l'acquisition : compétences en technologies de l'information, langues étrangères, culture technologique, esprit d'entreprise et aptitudes sociales* ».

*Pour nous la transmission du savoir est également un problème culturel et identitaire, et nous devons **combattre ce règne de l'individualisme, pour que demain le savoir reste une valeur collective, républicaine et citoyenne.***

Table ronde : « La production des savoirs! »

L'exemple de l'Angleterre

Comme on a beaucoup de temps devant nous, je voudrais commencer par évoquer avec vous des souvenirs de voyage. Je reviens d'une tournée de 15 jours en Grande-Bretagne, au cours de laquelle j'ai visité 6 universités. L'Angleterre est un pays moderne et, sérieusement, peut-être un modèle dans la tête de nos gouvernants.

Les universités sont autonomes, elles louent leurs locaux aux équipes de recherche. Elles ont leur fonds propres et les investissent, mais comme récemment elles ont perdu un peu d'argent, l'université d'York vient de réclamer au département de chimie pour la fin de l'année une rallonge de 500 k£ (550 k€). Les équipes doivent trouver cet argent sur leurs fonds propres donc leurs contrats industriels ou académiques. L'université prélève déjà en moyenne plus de 50% des sommes des contrats. Ce qui est intéressant c'est le décalage entre ce qui était notre situation il y a peu : *l'université fournit locaux et moyens* et cette situation où l'équipe de recherche est un *client* de l'université.

Comme l'Angleterre est un pays moderne, on privilégie la réussite individuelle. Ainsi un chercheur de l'université de Liverpool a « gagné » un contrat de 7 M£. Mais pour son armée de 45 CDDs qu'il a autour de lui (et dont il ne connaît pas les noms), il faut de la place. Il a demandé et obtenu de l'université de prendre les locaux d'équipes de recherche moins performantes donc, « bien sur », moins talentueuses.

A Liverpool encore, mais aussi à Belfast on a également fait de la place à l'industrie parce que le loyer à payer à l'université est le même pour tout le monde (concurrence libre et non faussée) et que ça coûte moins cher à l'industrie de profiter de l'espace public que de faire ses recherches en interne. Et la science fondamentale me direz-vous ? Vous êtes démodés.

Pour finir et signe des temps, l'ex meilleur département de Chimie de Grande-Bretagne à l'Impérial Collège (siège de plusieurs Prix Nobel) n'est pas entretenu alors qu'à quelques mètres de là se trouve la nouvelle et audacieuse « Impérial Collège Business School » construite par un architecte célèbre.

Les réformes en cours

Revenons en France, où la situation est bien sur totalement différente. La loi LRU sur l'autonomie des universités et le passage aux « compétences élargies » qui se mettent en place à Toulouse sont essentiellement un changement de la gouvernance économique. On reviendra sans doute sur les autres aspects. La réforme en cours prévoit également de changer le mode de gestion des laboratoires qui devront travailler en coûts complets. Pour faire simple, les échanges entre universités autonomes et laboratoires autonomes ne se feront plus dans le cadre de la solidarité de la fonction publique mais dans une logique de droit privé comme entre des entreprises. Je vous rappelle que c'est ce qui se fait actuellement en Angleterre. Denis Randet président de l'ANRT propose dans un article récent un fonctionnement des laboratoires de recherche publique identique à celui décrit en Angleterre et même pire, avec mutation autoritaire des chercheurs des équipes pauvres vers les équipes riches !!!

Nous n'en sommes pas encore là, mais aujourd'hui la situation est caractérisée par une montée en puissance de la précarité. Ceci est dû largement au changement du mode de financement de la recherche, même si je fais partie de ceux qui ne sont pas contre l'existence d'une agence telle que l'ANR qui a apporté de l'oxygène dans les laboratoires. Cependant, comme le dit elle-même la directrice de l'ANR, Jacqueline Lecourtier, l'ANR n'a de sens que si elle s'appuie sur des laboratoires forts, capables de développer en toute liberté une recherche fondamentale de qualité.

Le budget

Nous avons la chance d'avoir une ministre, charmante, qui vient de faire, parmi d'autres, deux annonces importantes. La première concerne la région, elle est venue lors de l'inauguration de l'ENSIACET nous annoncer l'attribution d'un plan « Campus » à Toulouse : 250 M€ pour la construction de bâtiments neufs et la rénovation des locaux. Elle a vanté le nouveau bâtiment pour la vie étudiante etc. ... Mais les 250 M€ doivent être placés sur 25ans. Les universités ne toucheront que les intérêts soit 7 à 10 M€ / an pour les universités toulousaines (hors rénovation du Mirail). Que peut-on faire avec ça ? Qui a dit arnaque ?

La semaine dernière elle a annoncé un « excellent budget » pour la recherche et l'enseignement supérieur. Je pense que les intervenants y reviendront en détail mais ce budget est très médiocre selon l'analyse d'Henry-Edouard Audier camarade de la FSU et de SLR. 3 remarques :

- Ce budget ne permettra pas d'assurer le soutien de base des laboratoires et de développer une recherche libre, deux des points essentiels des revendications de la communauté et notamment des directeurs de laboratoire.

- Les perspectives d'emploi et de promotion ne sont pas mauvaises en 2010, mais nous sommes en période de départs à la retraite massifs. Qu'en sera-t-il dans quelques années ? Malgré les déclarations de Valérie Pécresse et de son chef de cabinet, aucun plan pluriannuel de l'emploi scientifique n'est adopté, ni même à l'étude. Un tel plan serait seul à même d'attirer vers les carrières scientifiques les étudiants et est également une des revendications que nous avons portées.

- Enfin, dans ce budget, le Crédit Impôt Recherche se taille la part du lion avec une enveloppe de l'ordre de 2 Md€ (équivalente à l'ensemble du CNRS y compris les salaires). Ce crédit, censé aider au développement de la recherche industrielle, permet aux entreprises de faire financer leur recherche propre, de l'externaliser, voire de ne pas faire de recherche. Pour mémoire, le tiers de cette enveloppe est allé en 2007 à des entreprises du secteur bancaire.

Le niveau régional

La réunion d'aujourd'hui se place, entre autres, dans le contexte des élections régionales. Les régions suppléent tant bien que mal aux déficiences de l'état et la tendance est au toujours plus de transfert de charges sur les collectivités. Ces collectivités sont tenues de soutenir des actions pas toujours très claires que ce soit dans le cadre des pôles de compétitivité ou de partenariats industriels. Un exemple concret : la région a soutenu depuis presque 20 ans un partenariat recherche / industriels de la micro-électronique. Ces industriels sont clairement restés à Toulouse pour profiter des centres de recherche CNRS et des collaborations possibles. On peut citer les laboratoires associés Motorola puis Freescale / CNRS. Quand Freescale décide de ne plus produire à Toulouse, il souhaite y laisser son centre de développement pour continuer à bénéficier des subventions régionales et des compétences des laboratoires CNRS. La région doit elle continuer à subventionner cette recherche sachant que les procédés qui

seront découverts et que toute la propriété intellectuelle servira à maintenir le cours de l'action Freescale et à développer de l'emploi aux Etats-Unis ?

Les pôles de compétitivité sont un autre moyen de financer de la recherche avec le soutien régional. Ce que l'on remarque c'est que 1) l'argent y est beaucoup plus facilement distribué qu'ailleurs, 2) cet argent ne sert pas à financer les recherches les plus intéressantes, 3) les retombées économiques mériteront pour le moins d'être analysées en détail.

La question se pose donc de comment améliorer le fonctionnement régional.

Quelle réaction ?

La période récente a vu la plus forte mobilisation de la communauté scientifique depuis mai 68. Malheureusement, cette mobilisation essentiellement défensive, contre le démantèlement de nos systèmes publics d'enseignement supérieur et de recherche, a été très disparate quant à ses mots d'ordre et s'est arrêtée (provisoirement ?) dans la confusion à la fin du printemps. La confusion est une arme dont notre ministre joue avec beaucoup de talent.

Néanmoins, ne voyons pas tout en noir. Si la mobilisation n'a pas apporté les succès escomptés, elle a sensibilisé les acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur, elle a provoqué le débat et peut-être marqué le retour de la gauche dans la bataille des idées. Par exemple, défendre le service public ou parler de nationalisation du crédit ou des secteurs clés de l'industrie comme l'énergie ne semble plus aussi ringard dans notre milieu qu'il y a deux ans.

L'atelier de ce soir est là également pour proposer des actions et des réflexions sur ce sujet.

Pour terminer et avant de laisser s'exprimer nos invités et les partis politiques, je voudrais réaffirmer deux principes pour moi fondamentaux :

* Notre pays a besoin d'une recherche libre et d'un enseignement supérieur de qualité qui ne peuvent s'épanouir que dans le cadre d'un véritable service public ;

* La collaboration entre laboratoires et entreprises est souhaitable au plan scientifique et nécessaire au développement d'un secteur industriel fort. L'externalisation de la recherche industrielle vers les laboratoires publics considérés comme des sous-traitants est un non-sens scientifique et industriel.

Table ronde : « La production des savoirs! »

Les réformes mises en place dans le cadre de la « stratégie de Lisbonne » ont pour objectif de mettre le système d'enseignement supérieur et de recherche au service de la compétitivité économique. En 2004, le mouvement des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur a montré qu'il n'était pas possible d'attaquer frontalement les universités et les organismes nationaux de recherche. L'attaque s'est donc faite progressive, en mettant en place des cadres légaux (Pacte Recherche, loi LRU, ANR, AERES) et en tentant de diviser la communauté scientifique. La politique de la recherche depuis quelques années et singulièrement depuis le Pacte pour la Recherche de 2006 n'a de cesse de travailler pour assurer des retours sur investissements à court terme dans des domaines « rentables » particulièrement ciblés.

Cela s'appuie sur trois piliers :

1. le pilotage par le financement, conduisant à des axes prioritaires et des regroupements soumis à la seule pression gouvernementale.
2. l'assujettissement de la communauté scientifique en entravant ses libertés académique et scientifique
3. la re (dé)structuration des établissements d'ESR (université et organismes) avec l'affaiblissement de la démocratie et de la collégialité

1. Pilotage

Le pilotage aboutit à une restructuration tant thématique que géographique.

Le Grand Emprunt pour l'ESR vient conforter par sa concentration sur 3 axes prioritaires le pilotage national de la Recherche dans des thématiques soigneusement sélectionnées. Qu'une régulation nationale soit nécessaire pour définir sur le long terme des politiques de recherche cohérentes, définies par la concertation des acteurs de la recherche (le Conseil Scientifique du CNRS par exemple a cette mission prospective), les représentants d'associations et les syndicats (pour évaluer les besoins sociaux), les pouvoirs politiques (régionaux, nationaux) etc... aboutissant notamment à des plans pluriannuels de création d'emplois pour mettre en oeuvre cette politique n'est pas en soi condamnable. Que des axes soient prédéfinis arbitrairement montre un peu plus le mépris de la Ministre pour la communauté scientifique. Ce pilotage vient en renfort de ceux que nous connaissons déjà : pilotage par l'ANR (même si le % de programmes blancs a été augmenté), pilotage par les Pôles de compétitivité qui drainent les budgets de recherche dans des thèmes économiquement rentables.

Ces projets sont souvent axés sur le court terme. Il est fondamental de remarquer que la temporalité de la recherche n'est pas celle des politiques : entreprendre une recherche se conçoit sur un temps long, avec alternance d'échecs, d'avancées et de réorientations. Par définition, on n'est pas sûr d'aboutir et la levée de verrous scientifiques est une affaire difficile qu'il est illusoire de programmer précisément.

A tout cela s'ajoute le détournement de fonds publics considérables vers le privé par le biais du Crédit Impôt Recherche, alors que l'efficacité de ce crédit pour la R&D est fortement sujette à caution – on peut même dire que ce n'est qu'un cadeau fiscal. La restructuration

autour de PRES, conjointement avec le plan Campus, transforme certaines régions en déserts et déchire le maillage territorial universitaire : le lien formation recherche est détruit lorsque des formations ne peuvent plus s'appuyer sur la recherche, lorsque des établissements se transforment en collèges universitaires.

Sont en grand danger les secteurs de recherche jugés non rentables à court terme (recherche non finalisée et singulièrement les SHS). A titre d'exemple un autre pilotage insidieux : la rétribution des stages de recherche. Si on ne peut que se féliciter que les stages des Masters Recherche doivent être rétribués, seules les équipes bénéficiant de ressources propres (provenant par exemple de contrats de valorisation) pourront proposer ces stages : des thématiques entières sont donc condamnées faute de crédits du MESR permettant de rétribuer les stages pourtant prévus dans les maquettes.

2. Assujettissement

La loi LRU met en place une chaîne de régulation sous contraintes tutélaires avec le renforcement des rectorats, le renforcement du poids des présidents sur leur conseil d'administration et sur les personnels (avancement local, pouvoir de sanction) qui s'attaque aux libertés académiques. Le mouvement d'opposition au décret sur les statuts des enseignants chercheurs a permis de mettre en évidence l'atteinte à la liberté scientifique des universitaires, en transférant un pouvoir exorbitant au niveau local pour l'évolution des carrières. Le statut de fonctionnaire est une garantie de

l'indépendance et de la liberté des scientifiques

La logique indemnitaire (par exemple les PES étendues aux Chercheurs), les chaires

d'Excellence,...) conduisent à une logique individualiste concurrentielle extrême, au détriment du renforcement de l'aspect coopératif de la recherche.

Par exemple la PES est le reflet d'une double campagne idéologique : la première affirme qu'il faut être très sélectif, encourager le mérite, le travail, la volonté d'entreprendre en attirant les (rares) futurs Nobel détectés très tôt à coup de super carrières, de "chaires", de surprimes. La deuxième consiste à dévaloriser les chercheurs et enseignants chercheurs, fonctionnaires médiocres qu'il faut mettre en extinction (cf. discours de Sarkozy du 22 janvier 2009). L'évaluation (de formations, de laboratoires) par l'AERES renforce la main mise du gouvernement sur les choix ciblés de champs disciplinaires « dignes d'être soutenus » ou non. Dans ce cas, ce n'est pas la qualité d'expertise qu'on peut mettre en doute, mais bien la règle du jeu de l'évaluation qui porte atteinte à l'amélioration collective des formations et de la recherche. C'est un système pernicieux qui s'appuie sur la responsabilité individuelle (confiance a priori puis évaluation sanction a posteriori).

3. Démocratie

Par ailleurs, le cloisonnement du CNRS en instituts (même si les luttes du printemps ont pu rétablir un financement de projets transversaux), les fusions arbitraires (2 ou 3 PRESEPCS, mastodontes de 100000 étudiants pour Paris intra muros, ou fusions d'universités comme à Strasbourg) se font en ignorant délibérément la communauté universitaire; c'est l'orientation qu'entend suivre la ministre pour la restructuration de l'enseignement supérieur et de la recherche. De la même façon la restructuration de laboratoires, l'abandon des associations d'unités (désunérisation) se fait sur « expertise » de l'AERES, alors que de plus en plus de voix montrent des dysfonctionnements (comités de visite hors domaine, conflits d'intérêts, etc. ...). A l'opposé de ces dérives autoritaires, nous avons besoin d'un fonctionnement qui associe étroitement les élus dans nos instances nationales (par exemple le CNESER pour discuter de telles restructurations, le CNRS pour évaluer des unités de recherche) et non de groupes de

travail et de comités ad hoc affublés d'un masque de concertation. Par ailleurs les régions sont de plus en plus impliquées dans le financement de la recherche (la région Ile de France est sommée de participer au financement de l'opération fusion en 2 ou 3 PRES et de parer ainsi au désengagement de l'état) : les politiques régionales doivent être éclairées par des

instances incluant des élus de la communauté scientifique (de type CESR ou CRESER). Ce n'est pas par hasard que des mouvements d'universitaires d'ampleur ont éclaté un peu partout en Europe l'an dernier (Italie, Grèce, etc. ..) : ce processus de marchandisation des savoirs soumis à la logique du marché , «à la concurrence libre et non faussée » est promue par nombre de nos gouvernants à l'échelle européenne (dans le cadre de la stratégie de Lisbonne par exemple). Certains qui votent ces déréglementations prétendent vouloir sauver la recherche et sauver les universités. Nous avons besoin de soutiens politiques cohérents, depuis l'échelon régional en passant par l'échelon national jusqu'au niveau européen pour promouvoir un enseignement supérieur et une recherche publics dignes de ce nom.

Table ronde : « La production des savoirs! »

Stratégie nationale de recherche et d'innovation » (SNRI) reste au centre des 29 propositions ministérielles¹ pouvant être financées par le « grand emprunt ». Si ce type de financement est injuste et condamnable, l'utilisation de ressources aux montants incertains doit nous interroger : en tout état de cause, ne devrait-il pas participer aux réponses attendues pour l'avenir de l'enseignement supérieur et la recherche, pour la société ?

Communiquée au mois de juillet dernier, les 3 axes² prioritaires de la SNRI sont le résultat d'un processus marqué par le mépris et l'absence de réelle concertation avec la communauté scientifique et ses organisations représentatives. Annoncé au mois de septembre 2008 en conseil des ministres, lancé le 22 janvier 2009 par N. Sarkozy à l'issue d'un discours désormais mémorable pour chaque universitaire, 6 mois ont passé pour voir une fois de plus, les activités des universitaires et de la communauté scientifique contraintes de passer sous les fourches caudines gouvernementales.

Qu'il s'agisse de :

- la polarisation des financements sur 12 campus universitaires (plan campus),
- la tentative de considérer les entreprises comme opérateurs de recherche par le recours au scandaleux Crédit Impôt Recherche -dont l'efficacité n'a jamais été prouvée - allant jusqu'à soustraire les entreprises à contribution fiscale au delà des montants des activités de R&D confiées aux laboratoires publics,
- l'exclusivité des projets (ANR, ...) pour piloter budgétairement et humainement la recherche imposant la « flexibilité » subie des ressources humaines (passage aux RCE),
- la constitution des « Alliances » - sans aucune concertation-, ...

« Faire fructifier l'excellence scientifique »³, c'est ce que Valérie Pécresse attend de cette stratégie gouvernementale sans précédent. De manière cohérente, la mise en concurrence et la sélection constituent les principaux moteurs d'une restructuration en profondeur de l'enseignement supérieur et de la recherche. De ce point de vue, la mainmise sur l'ensemble des activités universitaires devient étouffante. Pour entraver les libertés scientifiques, toute la chaîne de régulation est mise sous contraintes : regain de pilotage à l'échelon rectoral⁴, « *dialogue de gestion* » généralisé, arbitraire pour répartir les financements d'état, recours accru aux fondations et aux partenariats public-privé, poids des présidents sur leurs CA, sur les personnels⁵, logique indemnitaire, ...

L'absence de montant du grand emprunt pour l'ESR, n'empêche pas la ministre d'avancer ses priorités, dont sont totalement exclues les SHS. S'inscrivant dans les orientations de la SNRI les projets avancés, au nombre de 29, engagent les universités et les organismes de recherche

¹ http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/grand_emprunt/66/1/29_propositions_pour_le_Grand_emprunt_national_121661.pdf

² Santé, bien-être et biotechnologies - Urgence environnementale et écotechnologies - Information, communication et nanotechnologies

³ Discours de V. Pécresse lors du point d'étape de la SNRI le 31 mars 2009

⁴ Rapport Larroutourolu concernant la restructuration de l'ESR parisien

⁵ Recrutement, services, avancement local, pouvoir de sanction, salaires, ...

dans la valorisation de la recherche publique et sa mise à disposition aux intérêts économiques immédiats du pays. Doter en capital des fondations ou des « sociétés d'accélération du transfert de technologie » - qui seraient économiquement viables d'ici 10 ans-, illustre parfaitement la volonté affichée de la ministre d'obtenir un retour sur investissement. Donner comme objectif à près de la moitié des propositions, le développement de « démonstrateurs technologiques » n'a d'autre but que de prouver que les crédits engagés conduiront à des brevets valorisables, voulant démontrer ainsi que cette recherche a effectivement permis de « soutenir la filière industrielle ». Le travail de valorisation commerciale des SAIC⁶ en sera facilité. Le recours multiples aux partenariats public privé de toutes sortes, l'intégration des ressources privées et publiques contribue à détourner les fonds publics de leurs missions principales. A aucun moment il n'est question de financer la recherche fondamentale.

Si opposer innovation et recherche fondamentale, ou insertion professionnelle et formation à la recherche constitue un non sens, le curseur tel qu'il est placé par le gouvernement focalise le développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sur l'innovation, la production de brevet valorisable, et l'insertion professionnelle immédiate, comme une simple adaptation au poste de travail à des fins économiques à court terme. A aucun moment il n'est question de financer de manière récurrente la recherche fondamentale.

Dans une recherche d'alternative, où préserver et développer le service public d'ESR constitue un impératif, pour les partis se reconnaissant dans cette vision, inverser la logique utilitariste gouvernementale doit constituer un engagement sans ambiguïté.

⁶ SAIC : Service d'Activités Industrielles et Commerciales

Table ronde : « La production des savoirs! »

La gauche ne doit pas seulement défendre la liberté de recherche avec des arguments techniques. Elle doit réaffirmer haut et fort que la liberté de recherche s'inscrit dans la nature même de l'homme qui cherche depuis ses origines à pousser toujours plus loin la connaissance du monde qui l'entoure. Ceux qui au nom de la religion, de la politique et maintenant de l'économie veulent brider cette volonté de connaissance portent la responsabilité de brider une part inaliénable de ce qui constitue notre humanité.

La recherche n'est pas neutre, elle est au cœur des rapports sociaux et des rapports de production. Dans tous les domaines de la science, la recherche fondamentale ou appliquée n'est pas à l'abri des luttes d'influence. Aujourd'hui nombreuses sont les forces qui veulent asservir la recherche à des intérêts marchands. Mais il ne faut pas oublier les pressions idéologiques. Dans de nombreux domaines des sciences sociales et humaines, la volonté de casser toutes les recherches qui ne sont pas dans la droite ligne de l'idéologie dominante est présente. Nous devons clairement nous battre pour le pluralisme des approches. Aujourd'hui, le jeu des nominations dans les conseils scientifiques des organismes et des universités n'est pas neutre. Il faut des dispositifs de nomination qui assurent le pluralisme

Dans la CGT, nombreux sont les salariés qui appellent les chercheurs au secours pour qu'ils mettent leurs travaux au service de la sauvegarde des emplois. Cette réponse ne peut pas se faire sans développer la recherche appliquée et l'aide à la veille technologique. Il faut renforcer les Centres techniques professionnels et doter les centres de transfert de moyens humains et matériel. Mais le développement de notre industrie nécessite une collaboration équilibrée entre recherche industrielle et recherche publique. A l'image de SANOFI, les grandes entreprises, organisent le pilage des Start up et de la recherche publique tout en licenciant dans leur centre de recherche (1200 licenciements pour SANOFI et 25% de profit). Nous ne pouvons pas oublier que les relations entre la recherche et l'économie doivent se faire au service du développement humain. Les collaborations doivent être équilibrées, organisées sur la durée, facilitant l'emploi dans la recherche industrielle et le recrutement de docteurs.

L'équilibre du territoire doit faire l'objet d'un grand débat public. L'offre de recherche et de formation au plus haut niveau ne peut pas se ramener à 10 PRES, sans que les citoyens donnent leur avis dans les régions. Cette question doit être présente dans le débat des élections régionales au même titre que l'offre de santé publique ou de service postal.

Le dogme du nouveau management public qui vient remplacer les politiques de service publics dans tous les pays développés doit être remis en question. Le contrat, la mise en concurrence, les critères de performance ne peuvent remplacer la prescription publique et le rôle d'organisation que joue l'Etat. Le combat contre ce dogme, à l'origine de la loi LRU et du pacte pur la recherche ne doit être au centre du débat pour la recherche. Le pays a besoin du service public. Il faut redonner sens et dignité au travail des scientifiques, des techniciens et des personnels administratifs. La coopération doit remplacer la concurrence entre les individus. Il faut en finir avec la précarité massive qui gâche les vies de milliers de CDD et déstructure la vie scientifique des équipes.

Table ronde : « La production des savoirs ! »

La crise du système capitaliste se conjugue avec une crise majeure du développement humain. L'enseignement supérieur et la recherche doivent être des leviers permettant de construire une issue à cette crise. Les défis climatiques comme ceux de l'énergie imposent des urgences nationales, européennes et mondiales au plan des recherches à entreprendre.

Répondre à ces défis suppose une mobilisation intellectuelle sans précédent ; elle exclut le tri disciplinaire (disciplines « inutiles ») ; elle est incompatible avec la stratégie de Lisbonne, avec le Traité de Lisbonne, avec l'AGCS dont il faut sortir, elle est incompatible avec la concurrence libre et non faussée ; elle suppose la substitution de la coopération à tous les niveaux de la société.

En particulier la mission de coopération internationale devient une question centrale comme celle du co-développement ; les régions ont là un rôle majeur à jouer comme telles ; cette mission suppose des mesures internes (reconnaissance dans les services) et des mesures plus amples pour contribuer à créer les communautés scientifiques dont ces pays ont urgemment besoin.

Pour que l'enseignement supérieur puisse relever les défis qui lui sont posés, le PCF propose six principes :

1. Libérer les capacités d'initiative en lieu et place du contrôle bureaucratique.
2. Substituer la coopération en lieu et place d'une « compétitivité » qui n'est rien d'autre que celle de la rivalité des capitaux.
3. Transformer les pôles de compétitivité en pôles de coopération à vocation scientifique, technologique et industrielle : cela implique le principe de l'égalité d'accès de toutes et tous, la libre association, la garantie de financements publics stables et récurrents.
4. Assurer la garantie fondamentale de l'indépendance intellectuelle des travailleurs scientifiques de toute pression étatique ou économique.
5. Substituer la pratique et les outils de la démocratie efficace en lieu et place de la logique managériale.
6. Substituer l'emploi pérenne dès les premiers travaux, avant la thèse, à la précarité en anticipant les mobilités nécessaires.

L'enseignement supérieur, service public majeur est par sa nature même lié à la recherche, dont c'est une mission intégrante à laquelle tous les enseignants –chercheurs doivent pouvoir participer.

L'enseignement supérieur est la première étape de l'assimilation collective de la connaissance en mouvement ; il est donc le premier débouché de l'activité de recherche.

En même temps, il est vital que les EPST voient préservés leur vocation généraliste, restaurés dans leur capacité d'évaluation et de prospective de la recherche en association féconde avec l'enseignement supérieur ..

Leur dépeçage actuel doit être mis en échec et le PCF mettra tout en œuvre pour enrayer le processus destructeur engagé par Sarkozy.

Quatre conditions doivent à notre sens être remplies pour donner au développement scientifique son plein sens de progrès culturel, économique et social :

1. Le soustraire à la pression des multinationales, lui donner les moyens de remplir sa mission, développer la démocratie dans la gestion des personnels, l'évaluation des équipes et la définition des thèmes de recherche.
2. Renforcer le secteur public de recherche fondamentale dégagé de toute obligation d'application, mais voué au développement d'un front continu des connaissances. On peut chiffrer à 1 % du PIB le financement souhaitable d'un tel secteur. La liberté thématique de la recherche fondamentale serait encadrée par les avis de structures élues de travailleurs scientifiques (comme au CNRS) et de comités consultatifs de citoyens, contribuant à l'allocation des moyens budgétaires.
3. Encourager la collaboration de ce secteur public avec le secteur industriel, public ou privé, sur la base de l'avantage mutuel. Mettre fin à la subordination actuelle de la recherche publique aux besoins industriels. Le financement de la recherche publique devrait être assuré à 70 % au moins par les budgets récurrents des laboratoires.
4. Reconnaître toutes les formations à Bac +5 et du grade de Docteur dans les conventions collectives et définition des attributions au niveau de l'UE .

Nous réitérons dans ce cadre la nécessité de parvenir au doublement du budget public de recherche sur une législature comme celle de porter à 12000 Euros/ an / étudiant l'effort budgétaire public pour l'enseignement supérieur.

Nous proposons d'exonérer de la TVA les Établissements publics de recherche et d'Enseignement supérieur. La question du rapprochement entre Grandes Ecoles et Enseignement supérieur doit faire l'objet de négociations approfondies sur une législature pour aboutir à un système nouveau fondé sur la fécondation réciproque, facteur de démocratisation.

De nouvelles instances de dialogue et de propositions entre la collectivité scientifique et l'ensemble de la société. Nous proposons donc la création à l'échelle du pays d'un réseau de forums citoyens de la science de la technologie et de la culture.

Ces forums seraient constituées auprès des Collectivités Territoriales, des grands ensembles... Ils seraient indépendants de tout pouvoir politique, de toute pression économique. les débats seront publics. Ces instances nouvelles rapporteraient annuellement devant l'Assemblée Nationale. Le Gouvernement aurait alors une obligation de réponse aux questions posées.

Voilà les propositions que le PCF souhaitait verser au débat de cet atelier.

Table ronde : La production des savoirs!

Nous voici parvenus au début d'une nouvelle phase ; je veux d'abord remercier toutes et tous les participant(e)s de cet Atelier pour l'amitié qu'ils nous font d'avoir consacré une soirée à produire de la pensée politique sur un sujet aride mais complexe et riche, essentiel pour la civilisation humaine ; je veux remercier particulièrement les intervenants de la table Ronde , Marc Neveu et Isabelle This-Saint-Jean pour la qualité de leurs interventions . Cet atelier a réuni des acteurs essentiels de l'enseignement supérieur et de la recherche, acteurs de gauche pour une alternative politique de gauche ; tous ne sont pas présents mais parmi les absents plusieurs nous ont fait part de leur contribution ; vous me permettrez de les incorporer à notre réflexion collective . L'élargissement se poursuivra, soyons –en persuadés.

Il ne s'agit ici nullement d'une « synthèse » au sens des apothicaires, encore moins d'une conclusion mais je l'ai dit d'un nouveau départ. Car notre atelier a des dimensions singulières ; y compris en politique, nous sommes tenus à la créativité ; c'est une dimension que nous apportons à l'ensemble de la construction en cours.

Entrons dans le vif du sujet : à entendre les divers intervenants, peut –on dire que se dessine des accords plus ou moins importants ? Dire cela, à ce stade, je le souligne, serait très réducteur . Entre I.This et M. Neveu, il y a autre chose que l'expression de sensibilités diverses mais au fond convergentes ; I This a insisté sur la cohérence du programme Sarkozyen ; M Neveu pour sa part a insisté sur ce qui « dégouline » sur nos établissements en s'appuyant sur le traité de Lisbonne, le processus de Boligne. Les désaccords civilisés sont parfois féconds ; si nous voulons avancer vers ce que j'ai appelé un nouveau départ , la tentation serait de prendre pour étalon une Tribune cosignée des Verts , du PS et du PCF ; là encore, ce serait se tromper ; cette Tribune aussi intéressante soit-elle n'est pas un « accord » au sens classique devant lequel on devrait s'incliner ou pire encore la mesure par rapport à laquelle chacune et chacun de nous devrait mesurer la concordance ou non avec sa propre vision des choses ; au fond , ce que toutes et tous les intervenantes et intervenants viennent de nous dire ENSEMBLE, c'est la nécessité et l'éventuelle possibilité d'un META-ACCORD , c'est-à-dire la nécessité , pour produire de l'alternative, , d'explicitier des principes fondamentaux ; en ce sens la Tribune est un élément mais seulement un élément de ce META-ACCORD , essayant très imparfaitement de traduire politiquement les exigences du mouvement historique de ce printemps.

Un intervenant vient de nous dire en somme « élargissons le domaine de la lutte ».

Il faut donc aller plus loin dans ce que nous dit cet atelier ; Les Verts, pour commencer par eux, ont de longue date attiré l'attention sur des questions fondamentales de l'avenir des conditions même de la vie sur notre planète ; le PCF a parlé de la crise du capitalisme, en tant que crise systémique, longtemps avant que beaucoup la reconnaissent comme telle , y inclus Nicolas Hulot de temps à autre . La théorie des nœuds a ici des choses à nous dire si nous voulons réellement sortir soit du dialogue de sourds soit de l'impossible tentative de « concilier » des exigences contradictoires, comme on l'eût fait dans un passé encore proche , soit des jeux politiques qui n'intéressent personne ; prenons en considération qu'il y là la manifestation d'entrelacs ; à ne pas traiter l'ENTRELACEMENT entre avenir de la planète c'est-à-dire les conditions d'existence de la civilisation , du rapport complexe , constamment

renouvelé entre l'Homme et la Nature, et ce qui met la société à la question, c'est-à-dire l'appétit dévorant du profit pour le profit, nous échouerons et sur la crise écologique et sur la nécessité de dépasser le capitalisme. Traiter de cet entrelacs est l'une des missions nouvelles de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. En citant l'exemple de laboratoires biologiques de semences expérimentales détruits, D Steinmetz y a fait écho ; le débat régional n'est pas le seul lieu de ces questions mais c'en est un. Et, j'y reviendrais, il y a missions nouvelles.

META-ACCORD : nous sommes loin de compte y compris à cet égard si on considère ce que nous a dit à juste titre le SGEN de l'importance du rôle des régions dans la définition du réseau national de l'enseignement supérieur. Nous sommes loin de compte y compris à cet égard si nous considérons ce que nous dit le SNESUP sur le rôle des formations supérieures en matière de démocratisation, sur le rôle actif de l'enseignement supérieur dans la formation de la citoyenneté. Mais si nous ne nous contentons pas de répéter des formules usées, alors la question du lien entre les couches populaires et l'enseignement supérieur implique un changement qualitatif des missions de l'enseignement supérieur, un changement profond dans les modes d'appropriation des savoirs ; il ne s'agit plus seulement d'accueillir davantage ; il ne s'agit pas d'orienter mieux. Ce n'est pas un vain rappel : le Président de l'Université de Nice que je convoque dans notre atelier vient de s'écrier « Nous ne sommes pas tenus d'accueillir des étudiants dans des filières où ils n'ont pas leur place ! ». Ai-je besoin de dire qu'il ne fait pas partie de la garde sarkozyste ? Le débat régional n'est pas le seul lieu de ces questions mais c'en est un.

Nous sommes loin de compte sur une large gamme de questions qui, ou bien ne sont pas évoquées dans la tribune, soit à propos desquelles nous sommes très loin des exigences du temps, nous, c'est-à-dire nous tous.

Nous n'avons pas parlé de ce qui doit se substituer à ce que Bruno Chaudret et JL Mazet appellent un non-sens, c'est-à-dire l'externalisation de la recherche industrielle vers les laboratoires publics considérés comme sous-traitants

Nous n'avons pas parlé de ce qui doit se substituer à la « logique managériale de l'évaluation » telle que décrite par M Neveu.

Nous ne disons rien par exemple des bouleversements induits dans la mission de recherche par la mise en ligne des articles qui permet à la fois le partage en temps réel, et la nécessité de porter à la connaissance du plus grand nombre et d'abord à la communauté scientifique elle-même, ce qu'il y a de plus neuf ; et porter à la connaissance qu'est ce à dire ?

La production papier n'est pas morte mais cela y ressemble, on doit en tirer toutes les conclusions.

Le PS, à de nombreuses reprises, insisté sur l'aspect propositionnel que souvent, il oppose à la critique. Prenons cette insistance au sérieux ; là nous entrons dans un domaine qui n'est plus celui du Meta- Accord.

Le domaine dans lequel nous entrons maintenant, n'est pas comme on l'entend parfois celui de la « confrontation » ; par elle-même, celle-ci est notoirement stérile. Par contre, ne faisons pas comme si les problématisations n'étaient pas distinctes entre nous et disons-le parfois opposées. Je l'ai souligné d'entrée ; nous devons ici dans cet atelier produire de la nouveauté politique ; si les problématisations sont distinctes voire opposées, comment en sort-on ? Par le « compromis » ? Par la « réduction aux acquêts », ce que certains appellent absurdement le plus petit commun dénominateur ? Là aussi la démarche de la science mais aussi les enseignements des crises scientifiques doivent nous aider. Une certaine forme de la politique ignore cela superbement ; elle a pour la démarche scientifique une défiance qui vient de loin

et s'accouple de temps à autre avec son instrumentalisation ; la politique met en scène le principe de précaution qui à strictement parler est inepte mais ignore ce que dit et ce que permet le principe d'incertitude pour ne donner que cet exemple .

Ce que nous avons à faire en un mot consiste à trouver ensemble des cadres conceptuels nouveaux, plus larges que ceux auxquels chacun de nous a l'habitude de se référer.

Voyons cela sur des exemples, bien qu'à vrai dire, un seul domine tous les autres :

Pour nombre d'intervenants, que ce soit sous l'angle de L'AGCS donc de l'OMC, de l'agenda de Lisbonne dont jusqu'à l'interprétation mérite débat entre nous après plusieurs années de mise en œuvre à marches forcées, que ce soit sous l'angle du corset de fer des traités Européens qui grave dans le marbre « le principe de la concurrence libre et non faussée », il y a là le soubassement des orientations et des choix actuels de l'enseignement supérieur et de la recherche ; ces choix structureaux enchâssent les politiques qui ont conduit au soulèvement de ce printemps ; dire qu'ils les enchâssent ne permet pas de passer par-dessus l'une des difficultés ; « le plus important n'est pas visible pour les yeux » dit Saint Exupéry. L'Introduction de Bruno Chaudret nous indique que la Grande - Bretagne, ce n'est pas une simple excursion ; cela pourrait être notre avenir proche ; le mode de gestion « en coûts complets » qui détruit la logique de service public et y substitue le droit privé n'est pas née d'un mauvais film de fiction, c'est aujourd'hui.

Le PS et plus généralement les partis sociaux démocrates européens mettent l'idée de la construction de l'Europe au-dessus de toute considération ; on peut constater le désaccord et s'y arrêter ; on peut décider contre l'évidence , de borner notre horizon à la seule question des principes généraux qui pourraient fonder une alternative politique dans l'enseignement supérieur et la recherche ; cette dernière démarche ferait eau de toutes parts dès qu'elle serait confrontée à l'épreuve du pouvoir ; on l'a déjà vu ; on peut penser que le gouffre idéologique est si large que tout projet commun est impossible ; ce qui est impossible c'est la conciliation entre le dessein du capital consistant à traiter de la civilisation par l'exclusive loi de la compétition des capitaux et l'exigence de construction d'une Europe et d'un monde où les besoins humains soient en toute circonstance la boussole des choix politiques ; lorsque les partis sociaux démocrates d'Europe se réclament d'une Europe « sociale » , ce n'est pas d'autre chose qu'ils parlent ,même s'il y a loin de la coupe aux lèvres ,comme on vient de la voir en Allemagne ; nous ne sortirons pas de cette différence entre différentes forces de gauche par un retour à une formule qui a pu connaître des succès réels en son temps : il ne s'agit plus de « marcher côte à côte et frapper ensemble », même si cette idée peut encore produire des effets positifs , on le voit en France avec le référendum sur la Poste.

Ce dont il s'agit est totalement inédit : il s'agit de travailler c'est-à-dire soumettre à la torture nos approches singulières. Ce travail n'a pas commencé entre nous mais il pointe son nez .

L'échange entre les formations politiques qui se réclament de la gauche est incontournable mais la nouveauté ne s'y réduit pas ; l'implication de toutes les composantes du mouvement social est une autre dimension de l'inédit ; il faut entendre les forces qui, tout en intervenant constamment sur la scène publique ne veulent d'aucune manière être instrumentalisées par les formations politiques mais pour autant ne veulent plus voir l'« écoute » éventuelle suivie de la superbe ignorance dans le passage à l'acte. Là aussi se posent de nouvelles questions.

J'ai dit que l'exemple de la construction européenne enchâsse tous les autres ; le premier d'entre ceux qui vient à l'esprit est la question des moyens d'une politique alternative ; à ne prendre que l'émergence des questionnements sur le CIR , on voit qu'est interrogée toute la politique industrielle, toute la fiscalité, tout le système du crédit et ses orientations. Pas davantage que pour la Poste , la question d'un pôle public du crédit bancaire ne devrait

souffrir d'hésitation entre nous ; reste à en décider des modalités, ce qui n'appartient pas qu'à cet atelier mais dont la question de ce que l'on a convenu d'appeler « l'aide publique » à l'activité économique fait éminemment partie .

Mutatis mutandis, la même chose vaut pour l'aménagement du territoire donc du positionnement par rapport au Rapport Balladur, de la question du rôle et des missions nouvelles de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'acculturation sociale et sociétale ; la réponse n'est pas identique, on le voit avec les bouleversements prévisibles et destructeurs du « Grand Paris » , suivant qu'on accepte ou non la logique de la « métropolisation » dans le cadre d'une guerre économique ruineuse , ou qu'on se fixe des objectifs permettant aux citoyennes et citoyens de maîtriser leur avenir .

Mutatis mutandis, la même chose vaut pour la question de la démocratie dont nombre de principes nous rassemblent mais pas tous ; certains d'entre nous considère que la complexité des choix , la rapidité des évolutions , l'intégration nécessaire des connaissances les plus avancées à tout le champ social , la nécessité de rompre avec la frontière d'airain entre « décideurs et exécutants » exigent une démocratie dans laquelle toute citoyenne et tout citoyen soit en mesure d'intervenir , non pour s'exprimer » mais pour participer aux choix politiques ; d'autres considèrent que l'efficacité des choix prime sur toute autre considération . Là encore , un champ d'investigation fondamental est ouvert .

Mutatis mutandis, on pourrait citer le rôle et les missions nouvelles de l'enseignement supérieur et de la recherche en matière de co-développement.

La liste des exemples n'est pas close. Mais tous appellent le dépassement volontaire de nos propres démarches singulières ; si nous voulons reprendre ENSEMBLE le chemin de la gauche qui ose , qui se bat et qui transforme , si nous avons la volonté de renouer avec l'espérance , il n'y a pas d'autre choix possible ; c'est celui auquel nous convie urgemment cet Atelier qui appelle d'autres et difficiles travaux collectifs ; je vous remercie.